

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/N/1/NLD/D/1/Add.1

8 novembre 1996

(96-4759)

Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: français

PRINCIPALES LOIS ET REGLEMENTATIONS CONSACREES A LA PROPRIETE INTELLECTUELLE NOTIFIEES AU TITRE DE L'ARTICLE 63:2 DE L'ACCORD

Pays-Bas

Le présent document contient le texte des lois et réglementations ci-après¹, notifiées par les Pays-Bas au titre de l'article 63:2 de l'Accord (voir le document IP/N/1/NLD/1/Rev.1):

	<u>Page</u>
- Projet de Protocole portant modification de la Loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles (28 mars 1995)	2
- Projet de Protocole portant modification de la Loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles (9 février 1996)	5

¹Français seulement.

25 (1995) Nr. 1

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1995 Nr. 133

A. TITEL

*Protocol houdende wijziging van de eenvormige Beneluxwet inzake
tekeningen of modellen;
Brussel, 28 maart 1995*

**Protocole portant modification de la loi uniforme Benelux en
matière de dessins ou modèles**

Le Gouvernement du Royaume de Belgique,

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

Animés du désir d'adapter leur législation en matière de dessins et modèles en ce qui concerne les droits du licencié, de compléter leur législation par des dispositions relatives à la lutte contre la contrefaçon de produits protégés par des droits à un dessin ou modèle et d'introduire dans cette législation un délai de grâce,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article I

La loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles est modifiée comme suit:

A) Est inséré à la suite de l'article 4, un nouvel article, libellé comme suit:

Article 4bis.

L'article 4, sous 1, sub a), ne s'applique pas lorsque la notoriété de fait d'un produit ayant un aspect identique au dessin ou modèle déposé ou ne présentant avec celui-ci que des différences secondaires dans le milieu industriel ou commercial intéressé du territoire Benelux résulte de la divulgation de ce produit par le déposant ou par un tiers qui a emprunté directement ou indirectement au déposant ses connaissances relatives au produit dans les douze mois précédant la date de dépôt ou la date de priorité, résultant de la Convention de Paris.

B) L'article 13 est modifié comme suit:

Le paragraphe 4 est libellé comme suit:

4. Afin d'obtenir la réparation du préjudice qu'il a directement subi ou de se faire attribuer une part proportionnelle du bénéfice réalisé par le défendeur, le licencié a le droit d'intervenir dans une action visée à l'article 14, paragraphes 2 et 3, intentée par le titulaire du droit exclusif à un dessin ou modèle.

Le licencié ne peut intenter une action autonome au sens de l'article 14, sous 2 et 3, qu'à condition d'avoir obtenu l'autorisation du titulaire du droit exclusif à cette fin.

133

C) L'article 14 est modifié comme suit:

1. Sont insérés avant les paragraphes 3, 4 et 5 qui porteront respectivement les numéros 5, 6 et 7, deux nouveaux paragraphes, libellés comme suit:
3. Outre l'action en réparation où au lieu de celle-ci, le titulaire du droit exclusif peut intenter une action en cession du bénéfice réalisé à la suite des actes visés au présent article sous 1, dans les circonstances visées au présent article sous 2, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Le tribunal rejettera la demande s'il estime que les actes considérés n'ont pas été accomplis de mauvaise foi ou que les circonstances de la cause ne donnent pas lieu à une condamnation à la cession du bénéfice réalisé illicitement.
4. Le titulaire du droit exclusif à un dessin ou modèle peut intenter l'action en réparation ou en cession du bénéfice au nom du licencié, sans préjudice du droit accordé à ce dernier à l'article 13, sous 4.

2. Au paragraphe 6 (nouveau), les mots «L'action ne peut pas» sont remplacés par: «Les actions ne peuvent pas».

D) Est inséré à la suite de l'article 14, un nouvel article, libellé comme suit:

Article 14bis

1. Le titulaire du droit exclusif à un dessin ou modèle a la faculté de revendiquer la propriété des biens meubles qui ont porté atteinte à son droit ou des biens qui ont servi à la production de ces biens ou d'en requérir la destruction ou la mise hors d'usage. Pareille revendication peut s'exercer à l'égard des sommes d'argent présumées avoir été recueillies à la suite de l'atteinte portée au droit exclusif à un dessin ou modèle. La demande sera rejetée si l'atteinte n'a pas été portée de mauvaise foi.
2. Les dispositions du droit national relatives aux mesures conservatoires et à l'exécution forcée des jugements et actes authentiques sont applicables.
3. Le tribunal peut ordonner que la délivrance ne sera faite que contre paiement par le demandeur d'une indemnité qu'il fixe.
4. Le licencié est habilité à exercer les facultés visées au présent article sous 1 pour autant que celles-ci tendent à protéger les droits dont l'exercice lui a été concédé et à condi-

tion d'avoir obtenu à cet effet l'autorisation du titulaire du droit exclusif à un dessin ou modèle.

5. A la demande du titulaire du droit exclusif à un dessin ou modèle, le tribunal peut ordonner à l'auteur de l'atteinte à son droit de fournir au titulaire toutes les informations dont il dispose concernant la provenance des biens qui ont porté atteinte au dessin ou modèle et de lui communiquer toutes les données s'y rapportant.

Article II

L'article 4bis de la loi uniforme ne peut être invoqué en ce qui concerne les produits qui ont joui d'une notoriété de fait dans le milieu industriel ou commercial intéressé du territoire Benelux avant l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Article III

En exécution de l'article 1er, alinéa 2, du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, les dispositions du présent Protocole sont désignées comme règles juridiques communes pour l'application des chapitres III et IV dudit Traité.

Article IV

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique.

Article V

Le présent protocole entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant le mois du dépôt du troisième instrument de ratification.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Bruxelles, le 28.3.1995 en trois exemplaires, en langue française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas,

(s.) J. T. WARMENHOVEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique,

(s.) F. VANDENBROUCKE

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg,

(s.) J. POOS

Bruxelles, le 9 février 1996



PROJET
PROTOCOLE
PORTANT MODIFICATION DE
LA LOI UNIFORME BENELUX EN MATIERE DE DESSINS OU MODELES
M (96) 3

Le Royaume de Belgique,

Le Grand-Duché de Luxembourg,

Le Royaume des Pays-Bas,

Animés du désir d'adapter leur législation sur les dessins et modèles à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce (Marrakech, 15 avril 1994) et au règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil, du 22 décembre 1994, fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous un régime suspensif des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates,

Sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE I

La loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles, telle que cette loi sera libellée après l'entrée en vigueur du Protocole du 28 mars 1995 portant modification de la loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles, est modifiée comme suit

A

L'article 3 est modifié comme suit :

Les mots "ou du droit de priorité résultant de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce" sont insérés après les mots "Sans préjudice du droit de priorité dans la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle".

2

M (96) 3

B

L'article 8, paragraphe 4, est modifié comme suit :

Les mots "ou sur l'Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce" sont insérés après les mots "La revendication de priorité basée sur l'article 4 de la Convention de Paris".

C

L'article 13, paragraphe 4, est modifié comme suit :

Les mots "article 14, paragraphes 2 et 3, sont chaque fois remplacés par les mots: article 14, paragraphes 3 et 4.

D

L'article 14 est modifié comme suit :

1. Le mot "exportation," est inséré après le mot "importation,".
2. Est inséré avant les paragraphes 2, 3, 4, 5, 6 et 7 qui porteront respectivement les numéros 3, 4, 5, 6, 7, et 8 un nouveau paragraphe, libellé comme suit :
 2. Le droit exclusif permet à son titulaire de s'opposer également au placement sous un régime suspensif, au sens de l'article 1er paragraphe 1, sous a), du Règlement (CE) n° 3295/94 du Conseil du 22 décembre 1994, de marchandises pirates visées à l'article 1er paragraphe 2, sous b), dudit règlement.

ARTICLE II

En exécution de l'article 1er, alinéa 2, du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, les dispositions du présent Protocole sont désignées comme règles juridiques communes pour l'application des chapitres III et IV dudit Traité.

ARTICLE III

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume de Belgique.

ARTICLE IV

Le présent Protocole entrera en vigueur le premier jour du troisième mois suivant le mois du dépôt du troisième instrument de ratification ou, si le Protocole prémentionné du 28 mars 1995 n'est pas encore entré en vigueur à cette date, le jour de l'entrée en vigueur du Protocole du 28 mars 1995.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à,, le1996

en trois exemplaires, en langue française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume de Belgique,

Pour le Grand-Duché de Luxembourg,

Pour le Royaume des Pays-Bas,

COMMENTAIRE COMMUN DES ETATS

Introduction

L'Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce (Marrakech, 15 avril 1994) et un règlement de l'Union européenne relatif à la lutte contre la contrefaçon (Règlement (CE) n° 3295/94 du 22 décembre 1994) imposent la modification de la Loi uniforme Benelux en matière de dessins ou modèles (LBDM).

L'Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce a pour but de stimuler le commerce mondial. L'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, dénommé accord ADPIC (ANNEXE 1C), fait partie de cet Accord.

L'objectif de l'accord ADPIC est de créer un niveau minimum de protection dans le domaine de la propriété intellectuelle pour les pays parties à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du Commerce. L'accord ADPIC n'a pas d'incidence fondamentale sur la législation Benelux en matière de propriété intellectuelle. La protection dans les pays du Benelux se situe à un niveau tel que les conditions minimales se trouvent presque toutes déjà remplies.

Mis à part l'adaptation à l'Accord ADPIC, le présent Protocole vise l'adaptation de la LBDM au règlement (CEE) n° 3295/94 du Conseil, du 22 décembre 1994, fixant des mesures en vue d'interdire la mise en libre pratique, l'exportation, la réexportation et le placement sous un régime suspensif des marchandises de contrefaçon et des marchandises pirates (ci-après : règlement réprimant la contrefaçon). Ce règlement accordé entre autres à la douane la faculté de retenir des marchandises destinées à la libre pratique, à l'importation, à l'exportation, à la réexportation, ou des marchandises placées sous un régime suspensif. Le règlement indique en outre les mesures à prendre par les autorités compétentes lorsqu'elles constatent la présence de marchandises de contrefaçon ou de marchandises pirates.

Dans le passé il était impossible de s'en prendre à des marchandises placées sous un régime suspensif à défaut de compétences à l'égard de ces marchandises. Le règlement réprimant la contrefaçon change cette situation puisqu'il permet à la douane de retenir des marchandises suspectes après quoi le titulaire du droit a la possibilité de faire saisir ces marchandises. L'ayant droit peut ensuite faire constater la contrefaçon en engageant une procédure judiciaire. Le juge civil ne pourra cependant constater la contrefaçon et ordonner les mesures subséquentes que si les marchandises se trouvant placées sous un régime suspensif contreviennent à la LBDM. C'est la raison pour laquelle une nouvelle disposition a été insérée à l'article 14 de la LBDM.

Les modifications

L'Accord ADPIC nécessite la modification de la LBDM sur un point seulement. Le champ des personnes habilitées à invoquer le droit de priorité dans le Benelux doit être étendu aux ressortissants des membres de l'Organisation mondiale du Commerce. Ceci résulte de l'article 1er, paragraphe 3, combiné à l'article 2, paragraphe 1, de l'accord ADPIC. Dans la LBDM actuellement en vigueur, le champ des personnes est limité aux ressortissants des pays parties à la Convention de Paris. L'obligation découlant de l'accord ADPIC entraîne l'adaptation des articles 3 et 8, paragraphe 4, de la LBDM qui font référence au droit de priorité prévu par la Convention de Paris.

L'adaptation au règlement réprimant la contrefaçon nécessite une modification du contenu du droit prévu dans la LBDM. L'article 1er paragraphe 2 du règlement réprimant la contrefaçon dispose que l'atteinte au droit de propriété intellectuelle doit être constatée selon la législation communautaire ou nationale. L'article 2 du même règlement précise les actes portant sur des marchandises de contrefaçon auxquels le titulaire du droit peut s'opposer.

L'importation et la mise en libre pratique de marchandises pirates sont des actes déjà constitutifs d'infraction dans les pays du Benelux en vertu de l'article 14, sous 1, de la LBDM. Aux termes du règlement, l'ayant droit doit aussi pouvoir s'opposer à l'exportation et à la réexportation de marchandises pirates. Comme la réexportation est considérée comme une forme particulière d'exportation, il suffit d'ajouter l'exportation à la liste des actes visés à l'article 14, sous 1, de la LBDM. Outre les actes d'importation, d'exportation, de réexportation et de mise en libre pratique de marchandises pirates, le règlement mentionne encore la faculté d'agir contre les marchandises pirates placées sous un régime suspensif. Le placement sous un régime suspensif de marchandises pirates n'a pas été érigé en infraction dans la LBDM. Un nouvel alinéa 2 inséré à l'article 14 permet d'entreprendre une action contre les marchandises pirates placées sous un régime suspensif. Pour la définition du régime suspensif, le règlement réprimant la contrefaçon se réfère, en son article 1er paragraphe 1 point a), à l'article 84 paragraphe 1 point a) du règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire (JO n° L 302 du 19.10.1992, p. 1). Les régimes suspensifs sont par exemple le transit communautaire, le perfectionnement actif, les opérations sous sujétion douanière et l'importation temporaire. L'article 1 paragraphe 2 point b) du règlement réprimant la contrefaçon donne une définition des marchandises pirates au regard du droit des modèles. Les marchandises pirates sont les marchandises qui sont, ou qui contiennent, des copies d'un modèle fabriquées sans le consentement du titulaire du droit au modèle ou d'une personne dûment autorisée par le titulaire dans le pays de production.

L'article 11 du règlement fait obligation aux Etats membres de sanctionner pénalement la contrefaçon notamment des dessins et modèles. L'article 16 de la LBDM ne fait pas obstacle à l'établissement de sanctions en cas de contrefaçon de dessins et de modèles. En effet, il se déduit simplement du texte de l'article 16 que les litiges fondés sur la LBDM appellent une décision des tribunaux civils. Les pays du Benelux sont dès lors libres d'introduire dans leur droit pénal national des sanctions contre la contrefaçon de dessins ou modèles.

En exécution de l'article 1^{er}, alinéa 2, du Traité relatif à l'institution et au statut d'une Cour de Justice Benelux, les dispositions du présent Protocole sont désignées comme règles juridiques communes pour l'application des chapitres III et IV dudit Traité.
